

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

BUREAUX : Rue Nain, 1.
 Roubaix, Tournai :
 Trois mois 10 f.
 Six mois 19
 Un an 37

L'abonnement continue, sauf avis contraire

DIRECTEUR-GÉRANT : J. MESSON
 Le Nord de la France :
 Trois mois 11 f.
 Six mois 22
 Un an 42

ANNONCES : 15 centimes la ligne
 Réclames : 25 centimes
 — On traite à forfait.

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée.
 A PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 16 MAI 1871

Voir aux dernières nouvelles.

ÉTAT DE L'OPINION PUBLIQUE EN FRANCE. (1)

L'étude de l'opinion du jour est difficile à faire, alors que la guerre civile éclate dans quelques-unes de nos grandes villes, en menace d'autres, et depuis près d'un mois, ensanglantant la capitale; toutefois, disons-le, l'émotion n'est pas, au milieu des calamités publiques qui nous accablent, ce qu'elle semblerait devoir être; serions-nous, à force de scepticisme, arrivés à un état d'indifférence à l'endroit des révolutions ?

Nous ne le pensons pas; mais, il faut le constater, la cause qui, en province et à Paris, a mis aux partisans de la Commune les armes à la main, n'est synchrone ni à la jeunesse, ni à ceux que l'âge et l'expérience ont mûris; on n'y aperçoit pas trace d'une théorie générale et acceptable. C'est une révolte contre l'Assemblée issue du suffrage universel, c'est un appel aux plus mauvais instincts, à des appétits matériels, réunis de tous les points de l'Europe, c'est en un mot une orgie politique qui n'a séduit aucune intelligence éclairée.

On débouche avec dégoût les yeux d'un aussi triste spectacle; quelques jours encore, la révolte sera vaincue; il nous restera à verser des larmes sur le sang répandu à flots et sur l'aggravation de nos misères; mais bientôt l'attention va se reporter sur les plus hautes questions politiques, et l'étude des diverses opinions devient un besoin.

Le premier élément de ces opinions se trouve chez les hommes qui s'étaient rattachés à l'empire; fonctionnaires de tous ordres, conservateurs amis de l'ordre, ils considéraient à tous les gouvernements en qui ils croient reconnaître quelque garantie de sécurité et la force nécessaire pour la maintenir; ceux-là s'étaient plutôt occupés d'un fait accompli que de théories dynastiques; il faut y joindre cependant quelques rares impérialistes, au dévouement personnel. Telle est la foule assez nombreuse qui a fait cortège à l'empire, tant qu'il a été debout.

L'empire tombé, il est intéressant de rechercher les tendances et les aspirations de ceux qui en avaient suivi la fortune.

La catastrophe qui a amené la fin du règne, les douleurs de l'invasion, sans parler du règne tout entier, ont démontré, quoi qu'on en veuille dire, jusqu'à l'évidence, à tous les yeux, qu'un retour est impossible; le premier empire, en laissant, pour rester dans la vérité, un héritage de gloire à la nation, ne vit plus qu'à l'état de légende; la dernière invasion a ravivé les souvenirs des deux premiers, et cette fatalité s'attachant à la chute de deux règnes rend de toute impossibilité la restauration d'un nouvel empire.

Ce n'est pas à dire qu'il ne reste à quelques-uns, en petit nombre, des illusions et des regrets; mais, il faut le constater, l'Empire est mort en France dans l'opinion. Ajoutons que sa succession est ouverte, en ce sens qu'on peut se demander à quel camp vont se rallier ceux qui l'ont servi ?

Généralement conservateurs et hommes d'ordre, sortant d'un état autoritaire, ce n'est pas trop se hasarder que de dire qu'ils sont monarchistes au fond; toutefois, ils éprouvent un moment d'hésitation; ils ont été en proie à une sorte d'éblouissement au bruit inattendu de la chute de Napoléon III; ils n'en sont pas remis, et pour qui observe, c'est l'explication plausible des nombreuses abstentions qui sont le caractère de nos dernières luttes électorales; les impérialistes n'ont pas encore trouvé la voie qu'ils doivent suivre, mais certainement la force des choses les ramène à la monarchie.

Un autre groupe du parti monarchique se compose des partisans de la famille d'Orléans, ceux-là se sont amoindris par des divisions intestines; les uns sont demeurés fidèles à la quasi-hérédité du comte de Paris, les autres rêvent une monarchie élective en la personne du prince de Joinville ou du duc d'Aumale; ils n'en sont pas moins attachés au principe monarchique par l'ordre de leurs idées et leurs convictions.

En regard de ces différentes nuances de l'opinion monarchique en France, il faut placer l'opinion républicaine. Nous en ferons deux parts: l'une composée des républicains de conviction qui croient à la possibilité de l'établissement d'un gouvernement honnête et modéré, sous la forme républicaine et avec les plus larges aspirations de liberté. Sans discuter ici le point de savoir si la population trop nombreuse d'un grand pays, si nos moeurs, nos habitudes, comportent un tel état de choses, fixons principalement notre attention sur le nombre de ses partisans. Quelques-uns de ses chefs en sont la personnification. Nous citerons parmi eux les Jules Favre, les Jules Simon, les Carnot, les Carnier-Pagès, les Grévy, etc. Tout d'abord, on est dans la nécessité de le reconnaître, le groupe de ceux qui les suivent est peu nombreux en France; avec peu de mémoire, on sait que lors des élections qui ont précédé la chute de l'empire, plusieurs ont échoué dans la lutte électorale, que d'autres n'ont mérité qu'avec peine les sièges de Corps législatif; pour se faire une idée de la véritable situation de ces hommes, les yeux ne doivent pas se détourner de cette époque où le calme régnait encore, et où le sentiment véritable de la nation se faisait jour.

En France et au milieu des courants qui entraînent les révolutions, les opinions moyennes ont peu de chances; il faut en attribuer la cause au défaut de doctrines arrêtées parmi ceux qui les professent. Ils n'ont rien de ce qui serait nécessaire pour franchir les écueils, girondins en politique, ils contribuent à faire tomber la monarchie, et laissent la République aux mains des Jacobins; en morale, en religion, en système d'instruction publique, qui oserait dire qu'ils ont ce qui est nécessaire pour la régénération du pays? Au milieu d'un grand désordre matériel, ils peuvent, momentanément, en se séparant des idées extrêmes, obtenir un certain prestige qui accompagne toujours une prétendue modération, et l'ajournement des solutions, mais leur popularité est factice et dangereuse, par cela qu'elle propage des illusions qui égarent.

L'autre partie de l'opinion républicaine mérite bien autrement de fixer l'attention par les masses nombreuses dont elle dispose; son instrument, c'est le suffrage universel, avec ses incertitudes et sa mobilité.

La classe ouvrière, dirigée par les sociétés secrètes, la franc-maçonnerie étendue aux dernières couches de la démocratie, et principalement l'Internationale, forment sa grande armée; elle obéit aveuglément à des chefs, à un mot d'ordre; démonstration vivante de la puissance de l'association, elle a envahi une partie de l'Europe. C'est bien là, il ne faut pas s'y tromper, que se trouvent le nombre et la force révolutionnaire. Son emblème est la République; mais c'est le socialisme qui est sa raison d'être.

Cette classe, la moins éclairée de la société en raison du travail et des exigences du travail manuel qui absorbe son temps, et imbu de préjugés haineux et égalitaires qu'ont entretenus avec soin les partis qui tour à tour s'en sont servis pour escalader le pouvoir. Aujourd'hui, elle vient d'être émanicipée par ses chefs sortis de son sein même, elle aspire à gouverner; elle n'a pas le sentiment de son incapacité, résultat forcé de son manque d'études politiques et économiques; elle tend à l'égalité impossible des fortunes et à l'abaissement de tout ce qui est au-dessus d'elle-même, de la suprématie de l'intelligence. Telle est la dernière phase que nous sommes destinés à traverser; de là, le choix, dans beaucoup de localités, d'administrateurs pris exclusivement dans une classe peu éclairée et destinée à commettre les fautes les plus lourdes, dans cette dernière partie de l'opinion, qui devient de plus en plus envahissante, se trouve un immense danger, et il importe de le conjurer, à peine de tomber dans l'anarchie.

Après cette étude sommaire des opinions, et que nous croyons vraie, reste l'indication de la forme gouvernementale possible, et la mieux appropriée aux besoins de l'époque.

Ici, on comprend les hésitations de l'homme calme et exempt de toute passion politique; la main fixée sur les battants de cœur du pays, il ne se laisse pas aller à l'empirisme de ceux qui font

de la république une panacée universelle et se placent même au-dessus du suffrage universel; il ne s'arrête un instant qu'à l'idée d'une république honnête, et malheureusement il recule devant cette vérité qu'en France, là n'est pas la foi du plus grand nombre. Exemples: l'élection qui a précédé la chute de l'empire, le vote plébiscitaire, et enfin le choix de la majorité de l'Assemblée nationale actuelle, qui n'ont été qu'une grande protestation contre la république.

Il se fait, à la vérité, beaucoup de bruit à l'occasion des dernières élections municipales: l'enseignement à en tirer n'est pas généralement ce qu'on croit; on ne parle que de quelques grandes villes, et on sait depuis longtemps que, centres d'industrie, elles sont dominées par la classe ouvrière; l'opinion véritable de la France, l'opinion sage et réfléchie n'est pas là; mais ce qui est capital et devient un trait de lumière pour tout ami de l'ordre, c'est que les choix dont se vante un parti si extrême et présageraient l'avènement d'une république impossible; le danger devient pressant, et pour le conjurer, l'opinion que la monarchie traditionnelle peut seule offrir un port assuré, est dans les tendances du pays.

AD. BENOIST.

Le manifeste du comte de Chambord jugé par M. Louis Veuillot

Roi par la grâce de Dieu! quelle formule! et que de choses elle dit déjà aux intelligences capables de réfléchir sur cette autre formule si orgueilleuse et si flagellée et fouaillée par les quatre-vingts dernières années de notre histoire: Roi par la grâce du peuple!

Après Louis XVI déshonoré et assassiné, après Robespierre et Barras, après Napoléon, après Louis-Philippe et l'autre République Jules Favre, noyée dans ces hontes épaisses où la fait-surnager encore la tête ajoutée de M. Thiers, tête philippienne pleine de vent; après tout cela régnent par la grâce du peuple les quatre abominables malandrins qui s'intitulent Comité de salut public. Dans le monde moderne, ils sont la résultante et l'expression suprême de la grâce du peuple, absolument comme Néron en a été la résultante et l'expression suprême dans l'antiquité.

Tout le progrès politique du monde avant le Christ avait abouti à l'enfantement de Néron, tribun, empereur, pontife et dieu. De même, tout le progrès politique de la France, séparée du Christ par la doctrine de 89, aboutit à ce fœtus ridicule et épouvantable qui se nomme ce Comité de salut public. Quatre ou cinq abjects coquins en font la matière, son intelligence est composée des déjections de la cervelle humaine, et par une inspiration où se sent le soufflé de l'ironie divine, il a pris le nom de Comité de salut public qui est le nom du premier tyran que la France ait subi. La France avait eu des rois plus ou moins sévères: seule parmi les peuples, elle n'avait pas enduré de tyran; le Comité de salut public lui en fit connaître la race. Elle a permis plus tard que des sophistes lui en glorifiaient l'histoire, et ces derniers drôles sont venus. Les voici tribuns, empereurs, pontifes et dieux de l'orgueilleux Paris, merveille du monde. A l'avare Crassus on fit avaler de l'or fondu: Tu aimes l'or, bois-en! Tel est le sort de Paris: Tu aimes la Révolution, désaltère-toi!

Le programme de Henri de Bourbon fait une impression profonde. On est étonné de cette simplicité, de cette sérénité, de cette grandeur. Habitué aux pauvretés, aux vulgarités et aux insolences des postulants de royauté, les uns qui promettent de ramener les affaires, les autres de ramener la mort, on éprouve une sorte de stupeur devant ce prince qui promet de ramener la paix, qui ose annoncer qu'il ramènera Dieu, qui ne craint pas de dire qu'il est la réforme et qu'il est la clémence et qui ne dit rien de trop. La surprise de l'opinion rappelle ce que se disaient entre eux les Juifs: Nul homme n'a parlé ainsi. On a eu le temps d'oublier ce cœur de roi et de père que Dieu fait aux princes résolus de suivre sa loi. On ne sait plus que ceux-là ignorent pas qu'ils rendront compte et qu'ils doivent respecter le genre humain.

Cependant, M. Thiers, tel qu'il s'est montré à l'Assemblée, n'a pas perdu la chance de gouverner la République, plus ou moins longtemps. Entre la croix

et la guillotine, M. Thiers est si doux! France, France, prends garde! Médite ton histoire, souviens-toi de Paris. Si tu veux encore des rois par la grâce du peuple, tu n'en manquera pas, tu n'en auras plus d'autres, et cela ne saurait plus aller loin!

LOUIS VEUILLOT.

On lit dans le Paris-Journal :

Sous forme de lettre à un membre de l'Assemblée nationale, M. le comte de Chambord a écrit pour la France Nous avons publié hier le manifeste du chef de la maison de Bourbon, qui, dans les circonstances présentes, ne peut manquer de produire une profonde impression sur les esprits attentifs.

C'est moins un homme qu'une foi qui parle. M. le comte de Chambord l'a déjà dit plusieurs fois: il n'est pas un prétendant; il est l'incarnation d'un dogme, en dehors duquel il ne voit pour la France que hasard et périls. Après les écoulements de Sedan, au milieu des misères sanglantes que l'idée républicaine traîne encore une fois à sa suite, quel esprit sincère n'écouterait avec recueillement cette voix qui s'élève grave et ferme, tranquille et convaincue? Quel cœur honnête resterait indifférent à cette affirmation si nette, dans la bouche d'un prince universellement respecté, des principes qui sont la base et la sauvegarde des sociétés?

Par le temps qui court, la lettre de M. le comte de Chambord est presque étrange de simplicité et de franchise. Le trône de France est pour lui un devoir auquel il s'est toujours tenu prêt, non un but auquel vise son ambition. Aussi répudie-t-il les habiletés de langage, les promesses alléchantes, les caresses à l'esprit du jour. Il est la monarchie française. C'est au pays à réfléchir s'il croit encore en elle.

On aura certainement remarqué dans la lettre-manifeste du comte de Chambord, le passage relatif à l'oubli de « nos dissensions; nos préjugés et nos rancunes, » et celui-ci, plus explicite, quant à ses relations avec les princes d'Orléans: « Ce que je demande, vous le savez, c'est de travailler à la régénération du pays, c'est de donner l'exemple à toutes ses aspirations légitimes; c'est, à la tête de toute la maison de France, de présider à ses destinées en soutenant avec confiance les actes du gouvernement au sérieux contrôle de représentants librement élus. »

Restait à savoir comment et jusqu'à quel point elle est faite; on peut se demander, par exemple, si le comte de Paris, en s'inclinant devant l'autorité du chef de la maison de Bourbon, s'est interdit de rentrer en France sans lui, dans l'hypothèse où la nation voudrait courir la chance d'un nouveau Louis Philippe; et si le duc d'Aumale ou le prince de Joinville, en supposant l'un ou l'autre élu à la présidence de la République, se trouverait obligé, par ses engagements envers le roi, de résister à l'appel de la France ?

Dans l'incertitude où nous sommes de ce que sera la « solution nationale, » comme disait l'autre jour M. Victor Lefranc, toutes les hypothèses sont admissibles. toutes les espérances et toutes les craintes permises.

« L'humanité, a dit Pascal, est un homme qui vit toujours et qui apprend sans cesse. » A force de vivre et de souffrir, aurons-nous appris à croire, avec le comte de Chambord, que la royauté qui se continue en lui est le seul remède à nos maux ? C'est la France qui répondra à cette question et à sa lettre.

Dépêches Télégraphiques

Service particulier du Journal de Roubaix.

Versailles, 14 mai, 6 h. soir.

Nos troupes ont occupé le fort de Vanves évacué par les insurgés qui se sont enfuis par un souterrain communiquant avec le fort de Montrouge.

50 canons et 8 mortiers ont été capturés.

Quelques insurgés ivres et une centaine de morts ont été trouvés dans le fort.

Les avis de Paris indiquent que les divisions sont croissantes. Ferré remplace Courmet comme délégué à la police.

Versailles, 15 mai.

Plusieurs brèches existent déjà au mur d'enceinte; la porte d'Auteuil est entièrement détruite.

La canonnade continue pour élargir les brèches.

Le Congrès des délégués municipaux de Lyon a échoué. 40 délégués seulement sont arrivés, hier, à Lyon, et sont repartis ne voyant aucune chance de réussite.

Paris, 14 mai.

Le Comité de salut public décrète que

chaque citoyen doit être porteur d'une carte d'identité.

Les journaux radicaux accusent la Commune de faiblesse.

Le Socialiste demande la mise en accusation des membres du comité central et la suppression de ce comité.

Le Réveil dit que le Comité de salut public demande à la Commune sa démission; celle-ci voulant se dégager de sa terrible responsabilité.

Les batteries de Montmartre ont ouvert, la nuit passée, leur feu sur Saint-Ouen et Gennevilliers.

Toutes les troupes disponibles ont été envoyées à Malakoff, Petit-Vanves et au Grand-Montrouge.

Les Versaillais sont occupés à construire des pontons près de Clichy. Des combats continus ont lieu à Asnières et à Neuilly.

Les viaducs du chemin de fer de ceinture sont détruits par la dixième ligne de défense.

Partout les batteries parisiennes ont succombé sous le feu des Versaillais.

Bourse d'hier : 53 80.

Saint-Denis, 14 mai.

On assure que le gouvernement de Versailles a accepté une suspension d'armes avec les forts de Vanves, Issy, et Montrouge, pour permettre aux habitants de déménager et de se retirer.

Il est probable qu'un armistice sera conclu ce matin.

Le bruit circule toujours d'une conspiration contre la Commune; 47 gendarmes déguisés, en gardes nationaux ont été arrêtés; tous les postes ont été doublés.

Une lettre du colonel Brunel à la Commune annonce que les troupes fédérées cantonnées dans le village d'Issy ont quitté leurs positions, et sont rentrées à Paris, hier, pendant que M. Brunel était absent. Appelé par le délégué à la guerre, M. Brunel demande sa mise en accusation et une enquête immédiate.

Les Versaillais ont essayé hier de prendre Bicêtre; ils ont été obligés de se replier, ils occupent la vallée de la Bièvre.

Berlin, 14 mai.

En vertu du traité de paix, les navires capturés seront rendus et le prix de ceux qui ont été vendus sera restitué.

Le traité de navigation de 1861 sera maintenu.

Tous les autres traités, y compris ceux conclus avec l'Allemagne méridionale, sont abolis.

La franchise des droits sur la frontière française est accordée à l'Alsace et à la Lorraine pendant six mois à partir du 1^{er} mars.

NOUVELLES DE PARIS

Les francs-maçons et les sociétés ouvrières ont tenu un meeting, samedi, au Cirque national.

La résolution suivante y a été adoptée par acclamation:

« Que M. Mortimer-Ternaux, ayant demandé à M. Taïers d'agir plus énergiquement contre Paris et conséquemment d'augmenter le nombre des victimes, le décret contre M. Thiers lui soit également appliqué. »

Un orateur a demandé la suppression du Siècle et la dissolution de l'Assemblée, par suite de la signature de la paix avec la Prusse.

Il règne une grande agitation dans le neuvième arrondissement, qui est complètement entouré par les insurgés. Il n'est permis à personne de passer sans avoir des papiers en règle. On a fait un grand nombre d'arrestations.

Ces mesures rigoureuses sont prises, dit-on, par le Comité de salut public, pour rechercher et arrêter les citoyens qui trahissent la cause de la Commune.

Samedi, à cinq heures, une procession de femmes s'est rendue à l'Hôtel-de-Ville. Elle était précédée par des tambours et des hommes portant des bannières sur lesquelles on lisait: « La Commune ou la mort! »

Les femmes ont demandé une entrevue avec les membres de la Commune; on les a introduites dans la salle du Trône, où elles ont été reçues par le citoyen Gambon.

Une certaine dame Valentin a pris la parole au nom de ses sœurs, et a demandé que les femmes de Paris, qui voient assassiner tous les jours leurs maris, leurs frères et leurs enfants, soient armées de fusils, pour aider à la défense.

Le citoyen Gambon a répondu: « Je vous remercie de votre appui. Vingt millions ont été envoyés à Paris pour cor-

(1) Ce article est emprunté à la Décentralisation, de Lyon.